Ordonnance

sur les droits et les devoirs des patients et patientes et des professionnels et professionnelles de la santé (Ordonnance sur les patients et les professionnels de la santé, OPat)

du 23.10.2002 (état au 01.03.2021)

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

vu les articles 38 et 40c de la loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)¹⁾,

sur proposition de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, *

arrête:

1 Champ d'application

Art. 1

¹ La présente ordonnance règle, en complément aux dispositions de la LSP,

a les droits et devoirs des patients et des patientes ainsi que des professionnels et des professionnelles de la santé,

b * ...

c les droits et devoirs des patients et des patientes dans les établissements sanitaires relevant du droit public cantonal.

² Sont également applicables les dispositions de la LSP, de la loi du 2 décembre 1973 sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières (loi sur les hôpitaux)²⁾ et de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données³⁾.

³ La prescription de mesures de contrainte est régie par les dispositions du code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS)⁴⁾ et de la loi du 1er février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA)⁵⁾. *

¹⁾ RSB 811.01

²⁾ Abrogée, actuellement L du 13.6.2013 sur les soins hospitaliers (LSH); RSB 812.11

³⁾ RSB 152.04

⁴⁾ RS 210

⁵⁾ RSB 213.316

* Tableaux des modifications à la fin du document

⁴ En l'absence de dispositions particulières dans la présente ordonnance ou dans les lois citées à l'alinéa 2, les dispositions du CCS et de la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations)³ s'appliquent par analogie.

2 Dispositions générales

Art. 2 *Compétence*

¹ L'Office du médecin cantonal est compétent pour ordonner l'exécution par substitution au sens de l'article 26, alinéa 5 LSP.

Art. 3 *Formes des dossiers médicaux*

¹ Les dossiers médicaux au sens de l'article 26 LSP peuvent être rédigés à la main ou tenus sous une autre forme, notamment électronique.

Art. 4 *Dossiers médicaux électroniques*

¹ Le système informatique utilisé pour la saisie des données de traitement doit garantir en particulier

- a* qu'elles puissent être classées en fonction de leur provenance (authenticité);
- b* qu'elles ne soient pas altérées, amputées ou sujettes à contestation lors de leur traitement (intégrité);
- c* que l'auteur des opérations de saisie, de modification ou d'effacement soit indiqué, de même que la date et les données concernées (révisibilité);
- d* que, conformément à l'article 39a LSP, les dossiers que les patients et patientes sont en droit de consulter et dont ils peuvent exiger la remise sont disponibles.

² Des dispositions d'ordre organisationnel et technique doivent être prises afin de protéger les dossiers médicaux électroniques, en particulier contre

- a* les nuisances extérieures,
- b* les modifications interdites,
- c* l'accès et la transmission à des personnes non autorisées.

³ Le service chargé du traitement des données consigne les mesures de protection générales et particulières à prendre.

³) RS 220

Art. 5 *Accès aux dossiers médicaux et droit de consulter*

¹ Les dossiers médicaux doivent être conservés de manière qu'aucune personne non autorisée ne puisse les consulter.

² La réglementation sur l'accès aux dossiers au sein des établissements doit stipuler que le personnel peut consulter uniquement les pièces nécessaires pour exécuter ses tâches.

³ La consultation des dossiers médicaux par les patients et les patientes ainsi que leur remise sont régies par l'article 39a LSP.

Art. 6 *Obligation de conserver*

¹ Les dossiers doivent être conservés aussi longtemps qu'ils revêtent de l'importance pour la santé du patient ou de la patiente, mais au minimum pendant dix ans après la fin du traitement.

² Doivent être conservés au moins vingt ans

a les dossiers d'enfants et d'adolescents jusqu'à 18 ans,

b les dossiers décrivant le déroulement de naissances.

³ Lorsque les dossiers portent sur le traitement d'une maladie dont les séquelles risquent de se manifester plusieurs années plus tard, leur durée de conservation doit être prolongée en conséquence.

3 ... *

Art. 7 * ...

Art. 8 * ...

Art. 9 * ...

Art. 10 * ...

4 Prélèvement d'organes et de tissus sur des personnes décédées: information de la population**Art. 11**

¹ L'Office du médecin cantonal informe régulièrement la population des conditions régissant le prélèvement d'organes et de tissus sur des personnes décédées, notamment par le biais de publications dans les feuilles officielles d'avis. *

5 Droits et devoirs des patients et des patientes ainsi que du personnel dans les établissements sanitaires relevant du droit public cantonal

Art. 12 *Traitement électronique des données par des tiers*

¹ Si tout ou partie du traitement électronique des données est confié à des personnes ou organisations extérieures (externalisation), l'établissement doit conclure avec ces dernières un contrat concernant le traitement des données.

² Le contrat doit préciser en particulier:

- a le volume des données à traiter,
- b les dispositions sur le devoir de discrétion,
- c les charges et les conventions portant sur la sécurité et la protection des données.

³ La Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration peut édicter des prescriptions sur l'inclusion de dispositions contractuelles déterminées. *

Art. 13 *Information du personnel*

¹ Le personnel médical et infirmier doit être informé de ses droits et de ses devoirs au sens des dispositions de la loi sur la santé publique (art. 22 à 38) et de ses ordonnances d'application.

Art. 14 *Notice informative*

¹ Une notice rédigée en termes aisément compréhensibles doit être remise aux patients et aux patientes à leur entrée dans l'établissement afin de les informer de leurs droits et de leurs devoirs au sens de la loi sur la santé publique et de la présente ordonnance.

² Elle doit en particulier contenir des indications sur

- a les lois et ordonnances traitant de ce sujet, notamment en ce qui concerne l'autopsie ainsi que le prélèvement d'organes et de tissus s'ils sont pratiqués dans l'établissement concerné,
- b les services de conseil aux patients et patientes,
- c la durée de conservation des dossiers médicaux ainsi que le droit pour les patients et les patientes de les consulter et d'en exiger la remise conformément à la LSP.

³ Les patients et les patientes doivent également recevoir des informations sur l'organisation et les règles de l'établissement ainsi que sur le déroulement des journées.

Art. 15 *Sphère privée*

¹ La sphère privée des patients et des patientes doit être respectée.

² Les patients et les patientes ont le droit de recevoir des visites durant les heures fixées par l'établissement. Dans la mesure où l'organisation de ce dernier le permet, il y a également lieu d'accorder aux patients et patientes l'autorisation de recevoir des visites en dehors de ces heures.

³ Les souhaits des patients et des patientes ou de leur représentation légale, de leur famille et de leurs proches doivent être dûment pris en compte pour autant que cela soit nécessaire du point de vue médical, infirmier et organisationnel et que cela soit possible.

Art. 16 *Devoirs*

¹ Les patients et les patientes doivent concourir, dans la mesure du possible, au bon déroulement de leur traitement. Ils doivent en particulier

- a donner aux professionnels et professionnelles de la santé compétents des informations, requises pour le traitement, sur les mesures prises ou prévues;
- b observer le règlement de l'établissement;
- c respecter les autres patients et patientes ainsi que le personnel;
- d contribuer à un échange d'informations claires avec le personnel.

Art. 17 *Sortie*

¹ Lorsqu'il s'agit de décider de la sortie de patients ou de patientes requérant des soins, il y a lieu d'examiner dûment si la prise en charge est assurée après la sortie et de quelle manière.

² Les patients et les patientes qui insistent pour quitter l'établissement malgré l'avis des spécialistes et après avoir été informés des risques qu'ils encourent et des conséquences possibles de leur acte doivent le confirmer par écrit. S'ils refusent de signer une décharge, leur dossier médical doit le mentionner.

6 Dispositions transitoires et dispositions finales**Art. 18** *Dispositions transitoires*

¹ La liste des mesures de protection requises pour les dossiers médicaux électroniques au sens de l'article 4, alinéa 3 doit être établie dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 19 *Modification d'un acte législatif*

¹ L'ordonnance du 11 août 1993 sur les feuilles officielles d'avis des districts (OFOA)¹⁾ est modifiée comme suit:

Art. 20 *Entrée en vigueur*

¹ La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Berne, le 23 octobre 2002

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: Zölch
le chancelier: Nuspliger

¹⁾ RSB 103.21; abrogée par modification du 25.8.2010 de l'O sur les communes (OCo); ROB 10–68

Tableau des modifications par date de décision

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
23.10.2002	01.01.2003	Texte législatif	première version	02-74
25.08.2010	01.11.2010	Art. 11 al. 1	modifié	10-68
24.10.2012	01.01.2013	Préambule	modifié	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 1 al. 1, b	abrogé	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 1 al. 3	modifié	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Titre 3	abrogé	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 7	abrogé	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 8	abrogé	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 9	abrogé	12-97
24.10.2012	01.01.2013	Art. 10	abrogé	12-97
16.12.2020	01.03.2021	Art. 12 al. 3	modifié	21-001

Tableau des modifications par disposition

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Texte législatif	23.10.2002	01.01.2003	première version	02-74
Préambule	24.10.2012	01.01.2013	modifié	12-97
Art. 1 al. 1, b	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 1 al. 3	24.10.2012	01.01.2013	modifié	12-97
Titre 3	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 7	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 8	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 9	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 10	24.10.2012	01.01.2013	abrogé	12-97
Art. 11 al. 1	25.08.2010	01.11.2010	modifié	10-68
Art. 12 al. 3	16.12.2020	01.03.2021	modifié	21-001